

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 23/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BBCI (centre de tri)

14 rue de l'Industrie BP 28 – 25660 Saône

Références : UID257090/SPR/LT/AR 2024 - 1023C
Code AIOT : 0005905370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2024 dans l'établissement BBCI implanté BBCI 25620 LES MONTS-RONDS. L'inspection a été annoncée le 21/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un incendie s'est déclaré vers 22h30 le vendredi 18 octobre 2024 au niveau du centre de tri et préparation de CSR exploité par la société BBCI sur le territoire de la commune des Monts-Ronds. Les circonstances du départ de feu et notamment de la source d'ignition ne sont pas connues. Les déchets entrants composés de bois, déchets d'activités économiques (plastiques, déchets de chantiers divers, cartons, ferrailles...) ont été pris dans l'incendie. Ces déchets primaires sont entreposés dans un bâtiment semi-ouvert d'une surface de 4000 m² au sol. Ce bâtiment est voisin de l'installation de cogénération (ex. SYNNOV), cette dernière est en arrêt technique depuis 2020. L'incendie a été circonscrit samedi vers 5h-6h selon les pompiers.

Au jour de la visite (21 octobre), le feu était encore couvant à la fois sur la zone sous le hall mais aussi au niveau des 4 cellules de produits finis adjacentes (CSR et bois broyé). Par effet de propagation (rayonnement et/ou projection), ces cellules ont été atteintes dans un second temps. L'incendie ne s'est pas propagé à la ligne du tri et broyage de déchets.

Au moment de la visite, les déchets primaires étaient en cours d'évacuation sur site pour être

humidifiés par arrosage avec des lances puis mis en andain sur la plateforme imperméabilisée au sein du périmètre ex.SYNNOV.

Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été préparé et établi en parallèle de la présente visite. Il vise principalement à demander à l'exploitant de sécuriser le site, évacuer après analyse les eaux d'extinction de l'incendie, à fixer les conditions de redémarrage du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BBCI
- BBCI 25620 LES MONTS-RONDS
- Code AIOT : 0005905370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BBCI exploite au sein de la plateforme industrielle et minérale des Monts-Ronds un centre de tri des déchets économiques et du BTP (DAE), une installation de production et stockage de combustibles solides de récupération (CSR). Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral codificatif du 13 septembre 2024. Cet arrêté inclut l'exploitation d'une ligne dédiée au broyage de bois de classe B, exploitation qui devrait débuter mi-2025.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Ronde et entrée des derniers déchets	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Sans objet
3	Détection et alerte	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet
4	Installations électriques et mise en sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/09/2024, article 6.1.5	Sans objet
5	Gestion des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 13/09/2024, article 3.2.1	Sans objet
6	Rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 13/09/2024, article 1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les eaux d'extinction, en volume important, ont été confinées sur site au sein de 3 bassins. Il n'y a pas d'impact sur le milieu naturel. Toutefois afin d'éviter tout débordement, ces bassins recueillant les eaux de pluie ruisselant sur le bassin versant défini par le périmètre du centre de tri et de l'installation de cogénération, il y a lieu d'évacuer ces eaux d'extinction polluées du site dans les plus brefs délais. Les analyses préalables pour en assurer leur bonne gestion sont à réaliser dès à présent.

Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence est proposé en parallèle de ce rapport pour la mise en sécurité du site, la gestion des eaux pluviales, les conditions de reprise de l'activité. Cet arrêté encadre la reprise d'activités conditionnée au retour d'expérience et à la justification des prescriptions opposables.

Le retour d'expérience sous forme de rapport d'accident doit être produit avec une attention particulière sur les causes profondes et l'aménagement du site.

Des mesures dans les zones habitées (5-6 km autour du centre de tri) ont été réalisées par le SDIS pendant l'évènement afin d'évaluer sur les populations tout risque de toxicité aiguë par les fumées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative et Gestion accidentelle
Prescription contrôlée : <i>« Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »</i>
Constats : Le registre des stocks fait état de : <ul style="list-style-type: none">- Produits primaires : DAE : 2500 à 2800 m³, Bois : 500m³ ;- Produits dangereux dans l'armoire : 50 kg (Produit de maintenance), cette armoire n'a pas été touchée par l'incendie ;- produits finis en cellules: CSR : 900 m³ et bois broyé : 200 m³ Ces quantités restent bien inférieures aux valeurs autorisées. Le site actuel (sans son extension) comprend : <ul style="list-style-type: none">- 4 cellules d'une capacité unitaire de 1300 m³ soit 5200 m³ autorisés au maximum contre 1100 m³ entreposé ;- un volume autorisé dans le bâtiment sinistré de 6400 m³ autorisés au maximum contre 3300 m³ entreposés initialement avant l'incendie. Ces déchets sont entreposés dans une zone couverte à ossature métallique. Le bâtiment est toujours en place. Toutefois considérant la durée et l'intensité de l'incendie, un diagnostic est à réaliser pour évaluer la résistance mécanique du bâtiment et écarter tout risque d'effondrement. Par effet de propagation (via des flammèches ?) et/ou par rayonnement, un feu couvant était toujours en cours au sein des quatre cellules adjacentes de déchets de CSR et bois broyés. L'armoire de produits dangereux n'a pas été impactée par l'incendie tout comme la ligne de tri/broyage.

Séparé par des blocs béton de 60 cm de large, le rayonnement vers l'installation de cogénération a été limité même au plus fort de l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ronde et entrée des derniers déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent.</p> <p>I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</p> <p>b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>II. - L'exploitant détermine les consignes concernant : - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositions du présent article, complémentaires à la détection incendie, sont applicables au 1^{er} janvier 2026.</p> <p>Selon le bon de pesée, l'heure de la dernière arrivée des déchets primaires est 15h30. La ligne de tri/broyage a été arrêtée vers 14h30. Les équipes ont quitté le site à 18h soit 2h30 après l'arrivée des derniers déchets.</p> <p>Il en résulte que le départ de feu s'est produit 7h après l'arrivée des derniers déchets sur site et 4h30 après le départ des équipes d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détection et alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation en situation accidentelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une</p>

personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site.

Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots. [...] »

Constats :

Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 février 2024, les zones de stockage de déchets primaires (bois et DAE) n'étaient pas équipées d'une détection automatique d'incendie. Ces zones ont été couvertes depuis par l'exploitant à l'aide de caméras thermographiques reliées au système de télésurveillance.

L'alerte a été donnée simultanément par des riverains à l'extérieur du site et par appel du système de détection vers le responsable d'exploitation vers 22h30.

Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS25) a été appelé par les riverains, et les pompiers sont arrivés sur site vers 22h50.

La question se pose du calibrage du système de détection et/ou de sa couverture. La temporalité et réactivité du système doivent permettre de détecter tout point chaud et départ de feu et non lorsque des flammes sont déjà visibles depuis l'extérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit reconstruire avec précision la temporalité de l'évènement, le cas échéant évaluer la pertinence du calibrage du système de détection tout comme son périmètre de couverture. Des seuils de détection en température avec et sans activité sont généralement préconisés.

L'exploitant en rendra compte dans le retour d'expérience.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques et mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2024, article 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : « <i>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. [...] »</i>
Constats : Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 février 2024, les installations électriques ont fait l'objet d'interventions correctives pour lever les observations de la vérification du 15 novembre 2023. Le document Q18 produit par Bureau veritas suite à la vérification du 3 avril 2024 conclut « <i>l'installation électrique ne peut entraîner d'incendie et d'explosion</i> ». Les armoires électriques ont été équipées d'un dispositif d'extinction automatique de type boule « Elide fire ». L'exploitant réalise par ailleurs à fréquence mensuelle le nettoyage des armoires ; en effet l'exploitation de la ligne de tri/broyage malgré le système d'aspiration est source de rejets diffus de poussières au sein des bâtiments. Considérant l'intensité de l'incendie, le redémarrage de l'exploitation des installations est conditionné à une vérification des installations électriques sans non-conformité majeure. N.B : Le poste de transformation 20 kW du centre de tri a fait l'objet d'une coupure vendredi dès l'arrivée sur site avant le déploiement des moyens du SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2024, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux superficielles
Prescription contrôlée : « <i>L'exploitant distingue les différentes catégories de rejets suivantes : 1) les eaux pluviales de toiture susceptibles ou non d'être polluées ; 2) les eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées ; 3) les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) confinées au sein d'un bassin de rétention d'une capacité utile minimum de 725 m³ disponible en permanence. [...] Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eau souterraine ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. »</i>
Constats : Les eaux d'extinction ont été collectées et confinées dans 3 bassins situés sur la plateforme industrielle et minérale. Les eaux d'extinction ont été réutilisées à plusieurs reprises. Leur couleur observable est brune voire noirâtre. Le SDIS a mis en œuvre des moyens d'extinction jusqu'à 7 lances simultanément dès vendredi soir. Le volume estimé des eaux d'extinction dans les bassins n'est pas connu de l'exploitant considérant par ailleurs que ces bassins comportaient initialement un volume utile d'eaux pluviales utilisée comme réserve d'eaux d'extinction.

Pour rappel, la plateforme ne dispose pas de moyens en eau sous pression (débit et pression insuffisants pour attaquer un feu). Aussi, les seules ressources en eau sont les réserves dans les bassins.

Les eaux d'extinction ont donc été utilisées à partir de ces bassins en circuit fermé.

L'exploitant confirme que toutes les eaux d'extinction ont été confinées sur le site. Les moyens d'extinction à eau ont été déployés par le SDIS après obturation du réseau d'eaux vers le milieu naturel.

L'arrêté préfectoral de mesures d'urgence prescrit une analyse des eaux d'extinction et des boues (sous forme de sédiments) préalable à leur élimination dans une installation dûment autorisée. Les résultats d'analyse de ces eaux d'extinction et boues permettront de confirmer l'acceptabilité de la prise en charge par l'installation destinatrice retenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est constaté que le volume lié à une double fonction des bassins (réserve d'eau et confinement des eaux d'extinction) engendre de fait un volume à gérer très conséquent. Dans son retour d'expérience et comme déjà stipulé dans le courrier de la DREAL du 16 janvier 2024, le dévoiement des eaux d'extinction dans un bassin dédié doit être étudié pour faciliter leur gestion post-accidentelle en volume moindre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2024, article 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Retour d'expérience et plans d'actions

Prescription contrôlée :

« Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. »

Constats :

Le rapport d'accident sera à produire sous 15 jours.

Pour rappel, le modèle qui permet de répondre aux dispositions de l'article R.512-69 du CE est disponible sous :

<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

Une attention particulière doit être portée sur la définition et la mise en œuvre des mesures correctives ou préventives destinées à prévenir le renouvellement d'un incendie similaire.

L'étude de la mise en place d'une solution complète intégrée avec canons d'extinction pilotés peut être l'une des solutions complémentaire à l'étude de la réduction du risque à la source (aménagement, isolement des stockages, gestion des stocks et des entrants...).

L'exploitant a prévu de visualiser les enregistrements des caméras de surveillance pour connaître les circonstances et les causes de l'accident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf. constat ci-dessus, échéance non échue.

Type de suites proposées : Sans suite